

MILITER POUR LA DÉCROISSANCE : DU DISCOURS MILITANT À LA RÉAPPROPRIATION DE L'ESPACE LOCAL

ANNE-LAURE PAILLOUX, Université Paris-Est-Marne-la-Vallée, Lab'Urba
alpailoux@gmail.com

ARNAUD MÈGE, Université de Poitiers, GRESCO
arnaud.mege@univ-poitiers.fr

RÉSUMÉ

Au cœur des logiques militantes de l'engagement pour la décroissance se dessine un principe central : la relocalisation. Cette injonction oriente les pratiques quotidiennes – consommer local – et les activités militantes – participer à des collectifs dans son espace de vie. Cet article se propose de rendre compte d'un engagement dont la proximité constitue une norme structurante, encourageant ainsi de nombreuses initiatives localement ancrées tout en produisant un entre-soi socialement situé.

Mots clés : décroissance, engagement, alternatives, proximité, local.

INTRODUCTION

Au début des années 2000 se sont développées en France des formes d'engagement politisées se revendiquant du label « décroissance ». L'émergence de ce « mouvement » s'inscrit dans un contexte d'institutionnalisation du « développement durable », autrement dit dans un monde qui tente de concilier croissance économique et soutenabilité écologique. Considérant ces logiques antinomiques, les promoteurs de la décroissance pensent qu'il est indispensable de diminuer les volumes de production et de consommation afin de respecter les équilibres écologiques.

S'appuyant sur le constat que les ressources naturelles sont limitées, les militant-e-s pour la décroissance s'attaquent au fondement productiviste du système économique, et semblent ainsi vouloir dépasser la critique du capitalisme *stricto sensu*. Dans cette perspective, ils/elles affirment nécessaire de reposer la question des modes et des moyens de production non plus seulement en termes de propriété mais aussi en termes de nature, de localisation et de finalité des productions : produire quoi, où, et pour quoi ? « Relocaliser » devient donc une revendication centrale de la décroissance

qui permet de rompre avec la logique productiviste tout en répondant aux exigences écologiques. En interrogeant la pertinence et l'utilité de nos besoins, les militant-e-s pour la décroissance en appellent à reconsidérer les usages qui sont faits des productions afin de rompre avec nos styles de vie basés sur l'acceptation d'un système qu'ils/elles jugent aliénant. Dès lors, le principe de relocalisation impose de changer nos manières de penser, d'être et d'agir, dans le même temps qu'il concourt à l'émergence d'un système de valeurs propre aux idéaux de la décroissance.

Étant donné que ces valeurs sont retranscrites au travers des pratiques militantes, en fournissant des justifications aux actions ou en structurant leurs visées, nous choisissons de les considérer comme des normes. Parmi ce système de normes, la proximité tient une place essentielle puisqu'elle apparaît comme l'espace de référence au sein duquel l'activisme militant est porteur de reconnaissance. Ainsi, être en capacité de participer à une initiative locale souvent dénommée « *alternative concrète* »¹, est un gage de respectabilité militante qui permet de mettre en « *cohérence* » sa représentation du monde et sa présentation au monde. L'engagement pour la décroissance se donne à voir, dès lors, comme multisitué et localement ancré.

L'analyse que nous proposons donc est celle de la proximité en tant que norme valorisée par la décroissance, générant et structurant des alternatives locales par l'intermédiaire de la notion de relocalisation.

Cette approche permettra de saisir l'importance du « local » non seulement en tant qu'échelle spatiale imposée par un discours qui se voudrait performatif, mais aussi comme un espace à se réapproprier dans et par l'action. Ainsi, l'espace local se donnerait à voir comme un élément structurant des pratiques militantes pour la décroissance qui entendent le reconfigurer.

Nos propos s'appuient sur deux enquêtes de type ethnographique (BEAUD et WEBER, 2008) réalisées dans le cadre des travaux de thèse des auteur-e-s. Ces enquêtes permettant de prendre en compte la diversité des modes d'action des militant-e-s pour la décroissance. Elles réunissent des observations participantes d'une part au sein de collectifs locaux pour la décroissance et d'autre part dans le cadre d'« *alternatives concrètes* » qu'ils/elles ont initiées dans les agglomérations parisiennes et poitevines, notamment des jardins collectifs et des ateliers d'autoréparation de vélos. Ces enquêtes de terrain ont été complétées par la passation d'entretiens individuels auprès de militant-e-s pour la décroissance rencontré-e-s, inscrit-e-s dans ces lieux d'engagement, mais aussi avec d'autres militant-e-s « *recommandé-e-s* ». Enfin, une démarche plus formelle de passation de questionnaires auto-administrés anonymes lors de rencontres des mouvements politiques d'objecteurs de croissance français et belges en 2011 et 2012 nous a permis de réaliser une étude sociographique des participant-e-s à ce type de rassemblement².

¹ Les expressions en italiques font directement références aux termes employés par les militant-e-s.

² En 2011, les questionnaires portaient sur les pratiques militantes et politiques mais aussi quotidiennes des enquêté-e-s (90 en Belgique, 60 en France). En 2012, ce sont 100 questionnaires auto-administrés qui ont été collectés lors d'un rassemblement en Belgique. Plus concis, ce questionnaire, après avoir interrogé la sociographie des participant-e-s, visait à rendre compte d'une part des pratiques alternatives mises en jeu quotidiennement, et d'autre part des logiques d'adhésion, de soutien et d'encartement au sein de structures militantes et associatives diverses.

Nous pensons que notre posture assumée de participation observante (MOERAN, 2007) nous permet de rendre compte des pratiques concrètes et des significations qui leur sont attribuées en nous détachant du label politisé connu et reconnu de la décroissance. Ainsi, les alternatives pratiques, qui revendiquent la proximité comme moyen de faire et comme cadre d'action, sont autant de lieux où se jouent et se revendiquent les principes de la décroissance sans pour autant qu'ils soient labellisés comme tels.

Ainsi, notre corpus de matériaux s'inscrit dans le cadre d'une enquête multisituée (BEAUD et WEBER, 2008) dont le projet est de rendre compte, au travers de cet article, de l'usage de la proximité dans le cadre de l'engagement pour la décroissance.

Pour ce faire, notre propos s'organisera autour de trois parties. Dans un premier temps l'analyse rendra compte de l'émergence d'une norme revendiquée, la proximité, issue de la logique de relocalisation. Dans un second temps l'article décrira la manière dont se constitue la production d'un goût pour « le local ». Dans un troisième temps il sera question de montrer comment les militant-e-s pour la décroissance font usage de cet espace local.

DE LA LOGIQUE DE RELOCALISATION À LA PROXIMITÉ COMME NORME INTÉRIORISÉE.

LA DÉMARCHE DE RELOCALISATION : DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ESPACE LOCAL

Par le biais de la mise en jeu d'un changement d'échelle, ou « *down-scaling* » (KALLIS, 2010), les enjeux liés à la relocalisation apparaissent indispensables à la remise en question de la mondialisation néolibérale qui est fondée sur la croissance économique. De fait, les injonctions visant à promouvoir les logiques de relocalisation permettent de porter la décroissance comme un projet radical, en rupture avec les logiques économiques dominantes, et cohérent, articulant changement d'échelle et projet politique alternatif.

La relocalisation fait référence à la théorie du « *réencastrement de l'économie* » dans le social (POLANYI, 1983), mais pour être revendiquée comme « *un encastrement écologique de l'économie* » (ROBERT-DEMONTROND, 2008) dont le but serait d'« *enchâsser la société dans le quotidien* » (GRUCA, 2013). La mise en place de monnaies locales complémentaires (MLC) (DERRUDER, 2012; ZIN, 2007) en est un bon exemple. De nombreux-ses militant-e-s pour la décroissance prennent part à ce type d'initiative, à l'instar des initiateurs-trices de la *Mesure*, monnaie locale de l'agglomération de Romans Bourg-de-Péage. Les statuts de l'association Commune Mesure, en charge de cette monnaie, précisent ainsi leur objet: « *Retrouver la maîtrise de l'usage des moyens d'échange. Remettre l'économie locale au service du social et de l'humain* ».

Cet exemple permet de comprendre que la question posée par les militant-e-s pour la décroissance dépasse celle du changement d'échelle. Il ne s'agit pas, pour eux/elles, de relocaliser pour « faire la même chose ici »: leur visée, en reconsidérant l'échelle pertinente de l'organisation de l'espace, est de modifier les rapports sociaux dominants générés par « *la religion de la croissance qui accroît les inégalités, qui dévore les ressources, qui épuise le vivant, qui confisque la dignité des* »

humains» (AdOC, 2009). En d'autres termes, c'est la dimension spatiale des rapports sociaux (VESCHAMBRE, 1999, 2006), et plus spécifiquement de l'organisation sociale, qui est interrogée par les militant-e-s pour la décroissance. Privilégier l'espace local comme lieu de réalisation et de production d'autres manières d'être et de faire revient dès lors à considérer l'espace local comme un moyen de produire des comportements adaptés aux valeurs qu'ils/elles promulguent. Ainsi, les alternatives telles que les MLC permettent, en expérimentant localement de nouveaux types de relations sociales, de repenser la fonction et la finalité de la monnaie comme moyen d'échange au service de l'économie réelle dans un bassin de vie donné. Cette démarche s'inscrit pleinement dans une logique de relocalisation qui met en jeu la construction d'un espace social local s'articulant autour de normes dont la proximité porterait la dimension spatiale.

Plus largement, la logique de relocalisation est structurante de nombre de propositions centrales portées par les militant-e-s pour la décroissance, comme on peut le lire dans la plate-forme de convergence de l'AdOC³ : « *Au cœur de notre projet, les relocalisations : habiter, se déplacer, fabriquer, distribuer, échanger, décider. Elles sont pour les Objecteurs de Croissance les seuls trajets ayant du sens pour retrouver la maîtrise de nos usages, ménager le territoire, nous réappropriier nos modes de vie et mettre en partage les Biens communs* ». En prônant une « *relocalisation ouverte* » plutôt qu'un « *localisme* », ces militant-e-s entendent en outre se démarquer des propositions affiliées à la Nouvelle droite ou à l'Extrême-droite (TIVARY, 2012). En effet, face aux postures de repli sur soi défendues par exemple par des courants de pensée portés par des militant-e-s survivalistes (VIDAL, 2012) ou identitaires, l'engagement pour la décroissance, dans son acception la plus reconnue, propose une ouverture aux autres. Néanmoins, cette ouverture doit intégrer le caractère fini de notre planète. En ce sens, relocaliser ne signifie pas ériger des frontières fixes mais redéfinir l'espace des possibles en considérant que le possible souhaitable est différent du possible réalisable. Ainsi, plus qu'un mouvement de réaction vis-à-vis d'un autre que l'on catégorise comme différent (GOFFMAN, 1963), la décroissance propose un engagement dans et par l'action dont le but affiché est de ne pas se couper du monde mais de se préparer à vivre ensemble dans un monde différent.

LA PROXIMITÉ : DIMENSION SPATIALE D'UN SYSTÈME DE NORMES

Au cœur du projet porté par les idées de la décroissance se trouve la proposition de « *décolonisation de l'imaginaire* », inspirée par Cornelius Castoriadis et réappropriée par Serge Latouche, professeur émérite d'économie et référence du mouvement de pensée de la décroissance. La décolonisation de l'imaginaire correspond au fait de sortir des « *significations imaginaires sociales* » des sociétés occidentales, c'est-à-dire des « *significations qui tiennent la société ensemble* » (CASTORIADIS, 1996, 251), pour en valoriser de nouvelles, que l'on peut entendre comme des normes.

³ L'Association des Objecteurs de Croissance (AdOC), était une structure nationale réunissant les deux principaux mouvements politiques de la décroissance en France entre 2009 et 2011. Cette plate-forme de convergence est aujourd'hui encore utilisée comme référence par de nombreux-ses militant-e-s.

Parmi elles, la proximité est à la fois structurante et peu définie. Sans définition explicite, la proximité défendue par les militant-e-s pour la décroissance se comprend comme l'une des significations non dissociables des autres et qui forment ensemble leur «*nouvel imaginaire social*» (CASTORIADIS, 1996). En d'autres termes, il faut prendre en compte le système de normes dans lequel elle s'insère pour en trouver des éléments de définition. La proximité est dès lors à comprendre comme un espace privilégié permettant la mise en œuvre d'autres normes revendiquées. En effet, c'est dans l'espace local que la simplicité, la coopération, l'autonomie ou encore la convivialité se trouveraient renforcées. Ainsi, nous retrouvons ces normes à la fois revendiquées et mises en pratique dans les actions de la *Vélorution*⁴.

«*C'est assez transversal la "Vélorution" parce que c'est réutiliser les transports humains plutôt que mécaniques et motorisés donc du coup c'est un thème transversal pour les écolos, les décroissants ou les libertaires.*» (Sophie, 26 ans, titulaire d'une maîtrise de philosophie, sans emploi, prépare les concours de la fonction publique dans le domaine des bibliothèques, médiathèques)

La proximité nous apparaît comme porteuse de la dimension spatiale du système de normes construit en cohérence avec le projet de décroissance.

Dans ce cadre, et considérant que l'espace et le temps forment les deux dimensions fondamentales de la société⁵, il semble intéressant de s'arrêter un instant sur la dimension temporelle de ce système : la lenteur. Pour Pierre Sansot la lenteur est une vertu et en faire bon usage consisterait à adopter une posture réflexive sur ce que l'on fait afin de ne pas se laisser emporter par la rapidité du rythme imposée par la modernité (SANSOT, 2000). Face au processus «*d'accélération des sociétés modernes tardives*» (ROSA, 2012), les militant-e-s pour la décroissance proposent de renoncer à tout un ensemble d'objets accélérateurs, dont la voiture et le téléphone portable sont des figures emblématiques, pour se concentrer sur ce qu'ils définissent comme utile et nécessaire. Les propos de Sébastien illustrent tout à fait cette prise de position.

«*Je me déplace tout le temps à vélo, je n'ai pas de téléphone portable, pas de télé [..]. Le téléphone portable en fait j'ai jamais vraiment adhéré au truc [...] j'étais tellement plus convaincu par les mes-faits de cette course vers la technologie.*» (Sébastien, 27 ans, titulaire d'une licence de mathématiques, professeur contractuel en collège)

Cette remise en question de ce qui est jugé et perçu comme utile et nécessaire condamne ainsi toute activité destructrice de liens sociaux et non respectueuse des équilibres écologiques. Ainsi, en opposition aux logiques dominantes liées à la mondialisation et encourageant vitesse et mobilité, les militant-e-s pour la décroissance proposent une relocalisation défendant lenteur et proximité, valorisée sous la forme de pratiques collectives locales.

⁴ La *Vélorution* prend la forme d'un défilé pacifique de cyclistes dont le but est de revendiquer la pratique du vélo en ville comme un mode de transport à part entière. Elle s'illustre aussi par des ateliers d'autoréparation de vélos dans certaines villes.

⁵ Sur l'approche dimensionnelle de la société et son « usage restrictif » à l'espace et au temps, voir notamment Veschambre (2006).

LES REGISTRES DE JUSTIFICATION DE LA NORME DE PROXIMITÉ

Cependant, il ne faudrait pas croire que les pratiques auxquelles prennent part les militant-e-s pour la décroissance ne sont porteuses que de leurs significations et normes. Au contraire, étant prises dans des dynamiques de proximité qui impliquent la participation d'une pluralité d'individus, ces pratiques collectives locales sont parcourues de multiples significations. Le fait de les nommer « *alternatives concrètes* » ou « *expérimentations sociales minoritaires* », c'est-à-dire de les construire comme des catégories militantes alors que d'autres privilégient le label « *économie sociale* » par exemple, en est révélateur. Plus encore, le fait de promouvoir la proximité comme norme et espace de pratique peut lui-même être porté par différentes significations. C'est ce que constate Fabrice Ripoll dans le cas des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) pour lesquelles il observe « *différentes manières d'y participer, de qualifier et justifier cette participation* » (RIPOLL, 2013). On peut ainsi relever au moins trois principaux registres de justification utilisés par les militant-e-s pour la décroissance dans le cadre de la valorisation d'alternatives locales. Le premier registre se définit au regard de la nécessité matérielle ou écologique: partant du principe que la relocalisation est le seul mode de réorganisation souhaitable face à la crise énergétique à venir, il conviendrait d'encourager un processus volontaire sans lequel nous serions condamnés à une transition autoritaire. Le second registre, qui peut se superposer au premier, est celui de la valorisation d'une sociabilité de proximité. Enfin, le troisième registre considère l'action locale comme un moyen au service de la transformation sociale dont la finalité serait d'opérer un changement de société. Par ailleurs, les différents arguments associés à la participation à un collectif local peuvent être révélateurs d'une position sociale spécifique, marquée elle aussi par la proximité, cette fois-ci sociale.

LE « LOCAL », UN ESPACE DE PRODUCTION DU GOÛT POUR « L'ALTERNATIF ».

PRÉOCCUPATIONS MILITANTES ET POSITION SOCIALE

Ces pratiques militantes apparaissent socialement situées et s'inscrivent dans les préoccupations d'individus fortement dotés en capital culturel. Pour le dire différemment, les schèmes de perception de ces militant-e-s les conduisent à adopter, comme nous l'avons mentionné précédemment, des principes de division du monde visant, par exemple, à défendre la qualité au détriment de la quantité ou encore à valoriser la lenteur en opposition à la vitesse. Ces couples d'opposition témoignent de l'importance qu'ils/elles accordent aux préoccupations écologique (recyclage, récupération, valorisation des déplacements « doux »), nutritionnelle (« manger sain », végétarisme, « manger bio »), sociale (préférer le « petit commerce » aux grandes surfaces) et culturelle (goût pour la lecture, la politique). Dans le cadre d'une consommation locale, il convient par conséquent de valoriser le « petit » face au « gros » afin de rompre avec les logiques dominantes de la mondialisation. Par exemple, l'artisan et le maraîcher apparaissent comme des figures légitimes de l'ancrage local alors que le patronat et plus largement l'industrie représentent le marché international et les délocalisations.

«*Je fais attention à acheter plutôt d'abord sur le marché, local et bio sans forcément que ce soit certifié écocert. C'est le local qui m'intéresse le plus et le fait que les personnes me disent sincèrement qu'elles utilisent au moins une agriculture raisonnée sinon bio.*» (Sophie, 26 ans)

Cette réflexivité, qui se traduit dans le fait de « faire attention » apparaît comme une préoccupation militante à même de se recouper avec des préoccupations de classe. Autrement dit, les mots d'ordre « décroissants » seraient à même de trouver un écho favorable au sein des classes moyennes et supérieures possédant un niveau de capital culturel élevé par rapport aux autres types de capitaux. En effet, les intérêts portés par cette fraction cultivée des classes moyennes et supérieures pour la préservation de l'environnement (BILLEMONT, 2006), la recherche d'autonomie, l'expression et la réalisation de soi caractérisées notamment par la réappropriation des logiques populaires du « faire soi-même » (MÈGE, 2013), apparaissent comme autant de ressources pouvant être réinvesties dans l'engagement pour la décroissance. Dès lors, la mise en valeur d'un style de vie spécifique, entendu comme un marqueur social qui caractériserait l'identité militante (FAUCHER, 1998), vient questionner ce qui se joue dans ces pratiques qualifiées d'alternatives (PADDEU, 2012; LALLEMENT, 2010) et qui apparaissent à même de redéfinir les catégories de pensées et d'actions d'un groupe militant étiqueté comme « décroissant ».

LE DÉGOÛT MILITANT COMME OPÉRATEUR DE DISTINCTION SOCIALE

La mise en pratique des discours militants semble pouvoir se caractériser par l'accomplissement de styles de vie en dehors des logiques économiques dominantes. De fait, les pratiques qualifiées de « décroissantes » seront alors jugées au regard de leur capacité à mettre à distance « *les objets symboles et emblématiques de la "société de consommation"* » (PENAZOLA, PRICE, 1993) ainsi qu'à échapper au processus historique de dépossession technique et scientifique qui la caractérise. Par conséquent, si les catégories militantes légitimes imposent les normes du bon goût militant – qui dans le même temps correspond aux goûts d'individus socialement positionnés – elles définissent en creux les normes du mauvais goût. Par exemple, « consommer local », ne pas générer de pollution « inutile » lors de ses déplacements comme l'exprime Hélène en faisant « *beaucoup de covoiturage* » dès qu'elle le peut, appartenir à une AMAP, s'engager dans une association de quartier sont jugées comme des pratiques garantes de l'identité militante. À l'inverse, consommer des produits importés même s'ils apparaissent labellisés « bio » à la manière de cette militante qui nous dira acheter « [...] *d'abord au marché* » puis « *après à la Biocoop* », habiter loin de son lieu de travail et être contraint à l'utilisation de son véhicule, partir à l'étranger en utilisant l'avion ou encore avoir un engagement politique distancié (ION, 1997) témoignent de pratiques illégitimes qui ne permettent pas de revendiquer son appartenance militante à la décroissance. Il y aurait donc d'un côté ce qui est valorisé et valorisable, et de l'autre ce qui est dévalorisé et dévalorisant.

En somme ces pratiques témoignent toutes d'une volonté des militant-e-s d'« être dans le concret » ou encore d'« agir à son échelle », c'est-à-dire de considérer l'espace local comme le lieu de réalisation de son engagement. Cette volonté

de rendre possible un engagement «sur place», à la fois au sein de l'espace privé mais également dans toutes sortes de structures plus ou moins formelles, considérées comme autant de lieux de sociabilité, témoigne des enjeux liés à la relocalisation. Ainsi, s'investir dans une association de jardins collectifs ou adhérer à un atelier associatif de réemploi et de réparation de vélos révèle des engagements collectifs générateurs de sociabilités. Ces engagements au sein de collectifs visent dans un premier temps à assurer, comme le dit Sylvain, «*la cohérence avec [ses] idées*». Ensuite, toujours selon les propos de Sylvain, ces collectifs apparaissent tels des lieux où l'on (ré)apprend à «*maîtriser ce qu'on utilise*», des lieux qui permettent «*d'apprendre à faire soi-même*». On retrouve ainsi la logique déjà démontrée selon laquelle les normes de proximité et d'autonomie se renforcent mutuellement. Les usages du «local» peuvent alors être compris comme autant de possibilités de faire valoir la décroissance par la mise en commun des compétences de chacun des acteurs mobilisés. Ainsi, par la mutualisation des expériences des individus «qui font ensemble» se développent des lieux où s'exercent des formes de sociabilités à même de constituer le «local» à la fois comme une étiquette garantissant l'identité militante et aussi comme un espace à même de publiciser et politiser des pratiques alternatives légitimant les revendications portées par les militant-e-s pour la décroissance.

USAGES MILITANTS DE L'ESPACE LOCAL

LA «BONNE ÉCHELLE»

L'engagement local apparaît plus valorisant que l'engagement dans une organisation politique, puisqu'il permet de garder une forte cohérence entre les discours et les actes. Cela est aussi visible à travers les difficultés d'organisation du «mouvement politique» à l'échelle nationale (PAILLOUX, 2010). S'il existe un réseau national de militant-e-s pour la décroissance qui parvient à s'organiser notamment lors de campagnes électorales, celui-ci est défini par des liens informels d'interconnaissance et n'a pas su se structurer à long terme. Au-delà de divergences stratégiques, ce sont des problèmes de communication et, surtout, de prises de décision à distance qui se posent. En effet, l'idéal du consensus ou, du moins, la prise de décision collective et argumentée, semble devoir s'effectuer dans la coprésence. De nombreux courriels échangés au sein de ces organisations politiques pourraient démontrer que le rapprochement entre deux interlocuteurs par le biais de technologies de communication reste une hypothèse à démontrer tant elles peuvent au contraire être des vecteurs d'incompréhension ou de conflits, perçus comme autant de mises à distance du/de la correspondant-e. Ainsi, les échanges numériques prennent la forme d'échanges d'informations plus que de structuration, cette dernière étant laissée à la discussion lors de rencontres physiques pour lesquelles la réponse à l'éloignement géographique reste la mobilité.

En outre, l'engagement politique, à distance, au sein d'une organisation nationale étiquetée décroissante ne semble pas constituer un gage de reconnaissance mais, *a contrario*, avoir un «*effet surgénérateur*» (GAXIE, 1977, 140) en encourageant des engagements connexes. Cette «*multipositionnalité militante*» (FILLIEULE *et al.*, 2004), constante au sein du mouvement de la décroissance, peut être très importante localement. Mais il ne faut pas pour autant naturaliser la proximité ou «le local»: s'il est

plus fréquemment investi par les militant-e-s pour la décroissance, c'est d'une part en réponse à l'injonction à l'action locale produite par la norme de proximité et largement intériorisée par les militant-e-s pour la décroissance, et d'autre part parce qu'en s'y impliquant ils parviennent à en dégager des ressources.

RECONVERSIONS MILITANTES ET ACTUALISATION DES RESSOURCES

On peut comprendre la « multipositionnalité » comme une ressource symbolique pour les militant-e-s pour la décroissance pour lequel-le-s le fait d'agir localement est un signe de reconnaissance à la fois objective et symbolique. En effet, ces alternatives locales leur apparaissent comme un moyen de mettre en actes le système de normes intériorisées, selon une logique de démonstration qui leur paraît efficiente. C'est ce qu'explique Antoine, très actif localement mais par ailleurs engagé au sein d'une organisation politique nationale.

« Le quotidien a bien plus de force que les idées et la conscience, [...] c'est pour ça que je disais le quotidien est politique » [...] « Je pense que les 4/5^e des [...] personnes, tu ne peux les prendre que par la pratique [...], une pratique entre guillemets qui avance masquée [rires] sans dire à l'avance on va faire un machin décroissant – non tu, tu dis on va faire, je ne sais pas quoi moi, un jardin, on va faire un verger... alors ça veut pas dire pas de politique. » (Antoine, 37 ans, titulaire d'un DESS de gestion, animateur-formateur dans une coopérative d'activités et d'entrepreneurs)

Cependant, cette intériorisation de la norme de proximité a aussi pu donner lieu à de nombreux désengagements des organisations nationales ou, pour le dire plus justement, à de nombreuses « reconversions militantes » (GAUBERT, LECHEN et TISSOT, 2005) aboutissant à un engagement uniquement local. Les trajectoires étudiées mettent en évidence deux manières complémentaires de relocaliser ainsi l'action militante : en inscrivant son activité au sein d'un collectif local pour la décroissance ou en s'engageant dans des pratiques concrètes plus spécifiques, notamment lorsque l'offre labellisée n'est pas présente localement. C'est par exemple le cas d'une militante qui a concentré son énergie à la création et au fonctionnement d'un « atelier vélo » dans lequel elle est aujourd'hui salariée. Ces cas de désengagement des organisations politiques pour la décroissance, pour un investissement spécifiquement local, peuvent aussi être compris comme un échec des organisations politiques de la décroissance à « faire de la politique autrement » (HATZFELD, 2005). En témoignent ces propos, recueillis lors d'une réunion du collectif parisien pour la décroissance :

« Je ne crois plus à l'action politique sous forme de vote [...]. L'action politique c'est en bas de chez nous, sous forme concrète ».

Aussi, les alternatives locales constituent pour les militant-e-s qui les portent des prises de position politique. Ils/Elles y mettent en jeu leurs compétences et ressources, qui semblent s'actualiser bien plus facilement dans cet espace local alternatif que dans l'espace politique national. Ainsi, ce n'est pas l'espace local en soi qui constitue une ressource, mais le fait qu'il favorise ou rende possible la mobilisation de telle ou telle ressource... dont la mobilisation tient à la position

des militant-e-s dans l'espace social (BOURDIEU, 1984). En effet, «*si les "effets de lieu" n'agissent pas indépendamment des rapports de classe, ces derniers, inversement, ne constituent pas une réalité "hors sol", séparables des rapports à l'espace physique.*» (RIPOLL, TISSOT, 2010) Dans ce cadre, la proximité semble former, pour les militant-e-s pour la décroissance, un contexte social et géographique favorable à l'actualisation de leurs ressources par l'investissement pratique (PAILLOUX, 2010) et adéquat à la mise en œuvre de pratiques «alternatives» ou «expérimentales» correspondant à leurs revendications et valeurs.

CONCLUSION

La proximité se donne à voir comme une norme dans le système de significations spécifiques portées individuellement et collectivement par les militant-e-s pour la décroissance. Elle est à la fois intériorisée par les militant-e-s et structurante de leurs pratiques et revendications. Construite en opposition aux normes dominantes des sociétés capitalistes occidental(isé)es qui valorisent la mobilité et la vitesse dans un espace mondialisé, la décroissance accorde une importance particulière à l'espace local et à sa réappropriation dans une logique de relocalisation. Ainsi, en plus d'être une norme valorisée, la proximité apparaît comme un espace de réalisations pratiques dans lequel les valeurs globales de la décroissance peuvent être mises en cohérence par des pratiques locales. Sous le label d'«*alternatives concrètes*», les militant-e-s pour la décroissance entendent ainsi traduire leurs discours en actes et donner à voir leur engagement. Cependant, si leurs revendications portent sur la proximité spatiale, il semble que leurs mises en pratique soient favorisées par une certaine proximité sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOCIATION DES OBJECTEURS DE CROISSANCE (AdOC), 2009: *Plate-forme de convergence*, www.decroissance-elections.fr/plateforme-de-convergence/
- BEAUD Stéphane et WEBER Florence, 2008 [1995]: *Guide de l'enquête de terrain*, Paris: La Découverte.
- BILLEMEONT Hubert, 2006: «L'écologie politique: une idéologie de classes moyennes», thèse de doctorat de sciences politiques, spécialités: sociologie, sous la direction de DURAND Jean-Pierre, Université d'Evry Val d'Essonne.
- BOURDIEU Pierre, 1984: «Espace social et genèse des "classes"», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, 3-14.
- CASTORIADIS Cornelius, 1996: *La montée de l'insignifiance*, Paris: Seuil.
- COULANGEON Philippe, 2004: «Classes sociales, pratiques culturelles et styles de vie: le modèle de la distinction est-il (vraiment) obsolète?», *Sociologie et sociétés*, n° 36 (1), 59-85.
- DERUDDER Philippe, 2012: *Les monnaies locales complémentaires: pourquoi, comment?*, Gap: Yves Michel.
- FAUCHER Florence, 1998: «Manger vert. Choix alimentaires et identité politique chez les écologistes français et britanniques», *Revue française de science politique*, n° 3-4, 437-457.
- FILLIEULE Olivier, BLANCHARD Patrick, AGRIKOLIANSKI Éric et SOMMIER Isabelle, 2004: «L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes

- de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian», *Politix*, n° 17 (68), 13-48.
- GAUBERT Christophe, LECHIEU Marie-Hélène et TISSOT Sylvie (dir.), 2005: *Reconversions militantes*, Limoges: Presses universitaires de Limoges, 284.
- GAXIE Daniel, 1997: «Économie des partis et rétributions du militantisme», *Revue française de science politique*, n° 1, 123-154.
- GOFFMAN Erving, 1975 [1963]: *Stigmates. Les usages sociaux du handicap*, Paris: Minuit.
- GRUCA Philippe, 2013: «Non!», in LEPESANT Michel (éds), *L'antiproductivisme, un défi pour la gauche?*, Lyon: Parangon, 141-152.
- HATZFELD Hélène, 2005: *Faire de la politique autrement: Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- ION Jacques, 1997: *La fin des militants?*, Ivry sur Seine: L'Atelier.
- KALLIS Giorgos, 2010: «The Degrowth Propositions and Research Questions», Panel during the 2nd international conference on economic degrowth, March 26-29, 2010, Barcelona, www.barcelona.degrowth.org.
- LALLEMENT Emmanuelle, 2010: «Ruptures, abandons, déplacements. Ethnologie des pratiques alternatives de consommation et d'échange», *Sociologies Pratiques*, n° 20, 23-36.
- MOERAN Brian, 2007: «From Participant Observation to Observant Participation: Anthropology, Fieldwork and Organizational Ethnography», *Creative encounters*, <http://openarchive.cbs.dk/handle/10398/7038>.
- MÈGE Arnaud, «Le principe de décroissance comme acte de résistance à la société de consommation», in CLOCHARD Fabrice, DESJEU Dominique et GOUIN Stéphane (éds.), *Le consommateur pendant la crise*, Tome 2, coll. «Dossiers Sciences Humaines», Paris: L'Harmattan, 226-239.
- PADDEU Flaminia, 2012: «Faire face à la crise économique à Détroit: les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine?», *L'Information géographique*, n° 76 (4), 119-139.
- PAILLOUX Anne-Laure, 2010: *Se mobiliser pour la décroissance. Dimension spatiale d'un militantisme en construction*, mémoire de master 2 sous la direction de RIPOLL Fabrice, Université Paris-Est Créteil.
- PENAZOLA Lisa et PRICE Linda L., 1993: «Consumer resistance: a conceptual overview», in MCALISTER Leigh et L. ROTHSCHILD Michael (éds), *Advances in consumer Research*, Provo, UT: Association for Consumer Research, 20,123-128.
- POLANYI Karl, 1983: *La grande transformation*, Paris: Gallimard.
- RIPOLL Fabrice, 2013: «Forces et faiblesses des AMAP et dispositifs apparentés», in FRÈRE Bruno et JAQUEMAIN Marc (éds), *Résister au quotidien?*, Paris: Presses de Sciences Po, 144-169.
- RIPOLL Fabrice et TISSOT Sylvie, 2010: «La dimension spatiale des ressources sociales», *Regards Sociologiques*, n° 40, 5-7.
- ROBERT-DEMONTROND Philippe, 2008: «Radiographie de l'objection de croissance: étude des principes théoriques et des enjeux managériaux d'une nouvelle doctrine d'encastrement écologique de l'économie», *Revue de l'organisation responsable*, n° 3, 36.
- ROSA Hartmut, 2012: *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris: La Découverte.
- SANSOT Pierre, 2000: *Du bon usage de la lenteur*, Paris: Rivages.
- SOMMIER Isabelle, FILLIEU Olivier et AGRIKOLIANSKI Éric (dir.), 2008: *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe, une perspective comparée*, Paris: Karthala.

- TIRAVY Martine, 2012: «Localisme et relocalisation», in LEPESANT MICHEL (éds), *Notre décroissance n'est pas de droite*, Lyon: Golias, 111-119.
- VESCHAMBRE Vincent, 1999: «Dimension: pour dépasser la dialectique socio-spatiale», *ESO: Travaux et documents de l'UMR 6590*, 10, 83-87.
- VESCHAMBRE Vincent, 2006: «Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales», in SECHET Raymonde et VESCHAMBRE Vincent, *Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 211-227.
- VIDAL Bertrand, 2012: «Survivre au désastre et se préparer au pire», *Cahiers de psychologie politique*, 20.
- ZIN Jean, 2007: «Les monnaies locales: un outil pour la relocalisation de l'économie», Publications GRAPPE Belgique.

CAMPAIGNING FOR DEGROWTH: FROM MILITANT THEORY TO REAPPROPRIATION OF LOCAL SPACE

At the centre of activist logics for economic degrowth appears a main principle: the relocalization. This injunction guides daily practices – local consumption – as well as militant activities – the participation in a local activist group –. This article intends to justify a commitment which proximity constitutes a structuring norm encouraging many projects locally rooted while producing a socially placed group.

Keywords: *Degrowth, Commitment, Alternatives, Proximity, Local.*

DER EINSATZ FÜR DIE WACHSTUMSWENDE: VON DER AKTIVISTISCHEN DEBATTE ZUR WIEDERANEIGNUNG DES LOKALEN RAUMS

Im Kern der Bewegung für die Wachstumswende zeichnet sich die Neulokalisierung als zentraler Grundsatz ab. Diese Aufforderung steuert das Alltagsleben – lokal Verbrauchen – und die engagierten Tätigkeiten – die Teilnahme an lokalen Netzwerken. Der Beitrag berichtet über einen Einsatz, bei dem die Nähe eine gliedernde Norm bildet und wodurch zahlreiche lokal verankerte Initiativen sowie ein soziales Zusammensein gefördert werden.

Stichworte: *Wachstumswende, Engagement, Alternativen, Nähe, lokal konsumieren.*